

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 153  
Mars 2024

# le libertaire

## revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. ( En Français ), repris par Sébastien Faure en 1895.  
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

## Pauvre Bruno Le Maire

**A** lors qu'il ponctionne 10 milliards dans les secteurs de l'Education, la justice, l'écologie... Alors qu'il veut encore économiser 20 milliards en 2025 en ciblant les retraités et les chômeurs... les chiffres du CAC 40 de l'année 2023 viennent d'être diffusés. Pauvre Bruno Le Maire !

En effet l'indice phare de la Bourse de Paris, le CAC 40, a passé les 8000 points, jeudi 7 mars 2024. Un record. Que de profits pour TotalEnergies, Renault, Véolia, Stellantis... Que de marges pour Renault et Hermès ainsi que l'Oréal. Tant qu'aux carnets de commandes de Schneider et Thales, ils se portent à merveilles. Alors que les profits sont élevés, le gouvernement va demander aux plus démunis de se serrer la ceinture. C'est vrai que la retraite moyenne d'un Français est aux alentours de 1480 euros : une fortune ! C'est quand même énorme par rapport aux 67,8 milliards qui seront distribués en 2024 aux actionnaires des principaux groupes français. Sans compter les 30 milliards de rachats d'action, vous savez les profiteurs qui rachètent leurs propres actions pour spéculer et se faire un maximum d'argent, tout en ne faisant rien que suivre les cours... C'est l'inflation qui a soutenu les niveaux de profits alors que les salaires des travailleurs, ceux de la première et de la deuxième ligne, n'ont pas suivi, ce qui a conduit à une perte de pouvoir d'achat.

Thales profite à plein du réarmement. Les affaires sont les affaires. Et quand les volumes diminuent légèrement, qu'on se rassure, les prix augmentent et les profits aussi. Et puis, quand on veut encore faire davantage de fric, on fait comme Thales, on fait des plans d'adaptation... pour revoir à la baisse ses effectifs. Le tout-bagnoles fonctionne même si les restructurations chez les sous-traitants automobiles vont bon train.

Le patronat pleureur indique qu'il engrange des bénéfices pour mieux préparer l'avenir. Comme si ce n'était pas le cas depuis que le monde est monde.

Les banques comme BNP Paribas ont fait de même des profits. Pour BNP Paribas, c'est 11 milliards, soit une hausse de 11,4% par rapport à 2022. Et AXA a engrangé un peu plus de 7 milliards, soit une augmentation de 42%

par rapport à 2022.

Le petit peuple des entreprises du CAC se porte comme un charme : 153,6 milliards en 2023.

La populace française va nettement moins bien. Et tant qu'elle se laissera plumer sans rien dire, les patrons des grands groupes français tireront sur la corde tant qu'ils le pourront. Le ruissellement macroniste se fait attendre, surtout pour les gogos qui y avaient cru.

Les NAO déçoivent dans les entreprises, les syndicats réclamant plutôt des hausses de salaire de base qui entrent dans le calcul de la retraite... Retraite qui inquiète de plus en plus les jeunes, à juste raison. Mais pour l'instant, le patronat, toujours à la recherche d'objectifs financiers, n'en a rien à fiche des salariés tant qu'il peut les essorer et les presser jusqu'à la lie.

La Révolution reste à faire ; celle qui nécessite une égalité économique et sociale dans la liberté.

Micka (GLJD)

**DE L'ARGENT  
IL Y EN A !!!  
DANS LES POCHESES  
DU PATRONAT**

# Le poing levé des femmes du monde, le 8 Mars 2024

**E**n ce 8 mars 2024, Journée internationale des travailleuses, la CNTE exige une fois de plus la justice et l'égalité pour les femmes, en défendant les approches et les objectifs de l'organisation anarchiste Mujeres Libres, à qui la classe ouvrière doit tant. Près d'un siècle après la naissance de cette organisation, les femmes ont encore beaucoup à revendiquer et défendre.

Sur le lieu de travail, nous continuons d'être discriminées : écart salarial, difficulté d'accès à l'emploi, concentration des femmes dans les secteurs les plus précaires, plus grande temporalité et temps partiels dans les contrats, obstacles à la promotion dans nos emplois ou encore incapacité à concilier enfants et augmentation des ressources, ce qui fait de la maternité une cause d'appauvrissement pour les femmes... À tout cela s'ajoutent les violences parce que nous sommes des femmes et nous souffrons au sein des entreprises : discrimination fondée sur le sexe, harcèlement sexuel au travail... On estime qu'au moins un tiers des abus sexuels ont lieu dans le cadre du travail.

De plus, la division sexuelle du travail fait que les tâches domestiques nous incombent principalement. Ceci, ajouté au manque honteux de ressources dédiées à la prise en charge des personnes en situation de dépendance, signifie que les femmes finissent par devoir abandonner leur travail pour s'occuper des membres de leur famille, ce qui signifie un manque d'indépendance économique par rapport aux hommes. Lorsque les soins sont effectués professionnellement, en dehors du milieu familial, la situation ne s'améliore pas: aides-soignantes, aides à domicile, employées de maison, assistantes gériatriques... les métiers indispensables au maintien de la vie sont, dans une société capitaliste et patriarcale, les moins valorisés et prestigieux, les moins bien payés et sont réalisés, à de nombreuses reprises, sans être affiliés à la sécurité sociale ou dans des conditions qui s'apparentent à l'esclavage, comme c'est le cas des travailleurs internes.

Toutes ces conditions que subissent les femmes sur le lieu de travail entraînent également un écart au niveau des retraites. Dans les cas où, après de nombreux obstacles, nous parvenons à accéder à une pension contributive ou à une invalidité permanente, celle-ci est inférieure à celle des travailleurs masculins. Dans bien d'autres cas, les femmes seront contraintes, en cas de vieillesse ou de maladie, d'essayer de survivre avec des pensions de misère non contributives ou avec la tromperie du revenu minimum vital.

Lorsque, à travers la lutte syndicale, nous nous dressons contre les injustices dont nous souffrons en tant que travailleuses, nous sommes confrontées à la répression et

à la criminalisation. Nous voulons encore une fois nous souvenir des 6 de Suisse, à Xixón, qui risquent des peines allant jusqu'à 3 ans et demi de prison et des amendes de plus de 150 000 euros pour être syndicalistes.



En dehors du travail, les femmes subissent toutes sortes de violences partout dans le monde. Selon l'ONU, 137 femmes sont assassinées chaque jour par leur partenaire ou ex-conjoint. Dans l'État espagnol, 101 féminicides ont été commis l'année dernière, 10 jusqu'à présent en 2024, plus de la moitié de ces meurtres ont été commis par des partenaires ou ex-partenaires de la victime. En ce qui concerne la violence sexuelle, les statistiques nous indiquent qu'elle est en augmentation, tant chez les femmes adultes que chez les jeunes filles, et qu'elle se produit en dehors et au sein du milieu familial. En Espagne, un viol a été enregistré toutes les deux heures au cours de l'année 2023 et les cas de viols collectifs se sont multipliés. Parmi les formes de violence sexuelle, le proxénétisme est l'une des plus brutales et aussi celle dans laquelle les agresseurs jouissent de la plus grande impunité. On estime que plus de 100 000 femmes sont actuellement exploitées sexuellement dans l'État espagnol. La CNTE considère que la prostitution ne peut en aucun cas être considérée comme un travail, mais plutôt comme une forme de violence que,

en tant que société, nous devons éradiquer, sans pénaliser ni persécuter, en aucun cas, les femmes prostituées, qui ont le droit de justice et réparation.

Le féminisme ouvrier brise les frontières. Nous nous positionnons, sans demi-mesure, aux côtés des femmes de Gaza, qui subissent un génocide de la part de l'État d'Israël et de ses alliés, face à la fameuse passivité de la grande majorité de la communauté internationale, y compris le gouvernement espagnol. Depuis la CNT, nous continuerons à soutenir le peuple palestinien et être à ses côtés dans cette lutte inégale. De la même manière, depuis la CNT, nous continuerons à défendre l'abrogation de la loi sur l'immigration, une loi pénale aux conséquences terribles pour ceux qui arrivent dans l'État espagnol et, en particulier, pour les femmes et leurs fils et filles.

Au sein du syndicat, il reste encore beaucoup de chemin

à parcourir. Nos collègues ont la responsabilité d'empêcher que les dynamiques patriarcales dont nous souffrons à l'extérieur ne se reproduisent au sein de la CNT. Nous nous organisons, avec elles, pour que la CNT soit un outil utile et émancipateur pour les travailleuses.

En ce 8 mars, depuis la CNT, nous saluons les femmes du monde entier, opprimées depuis leur naissance, exigeant d'être nommées, luttant à l'extérieur et au sein de l'organisation contre un système criminel : ne vous laissez pas paralyser par la peur et le découragement. Ne vous arrêtez pas, car entre vos mains et dans votre esprit se trouve la victoire de ceux qui nous ont précédés et de ceux qui viendront.

VIVE LA LUTTE DE LA TRAVAILLEUSE

VIVE LE 8 MARS

## Changement climatique, entre hypocrisie et cynisme

Lorsque le changement climatique est apparu comme un problème public dans les années 1960, les industries des combustibles fossiles connaissaient leur responsabilité dans les causes et les risques du réchauffement climatique de la planète. Ce qu'ils ont fait? Ils ont développé et mis en œuvre une stratégie criminelle préméditée visant à promouvoir le déni et l'inaction climatique, à travers le lobbying, les mensonges et la tromperie, dépensant des millions de dollars en campagnes de désinformation, afin d'échapper à leur responsabilité dans la crise climatique. À mesure que les effets du changement climatique s'intensifiaient, la production et l'utilisation de combustibles fossiles ont continué d'augmenter.

Stratégie criminelle de l'industrie des énergies fossiles et réchauffement climatique

Comme nous l'avions anticipé dans la première partie, les gouvernements financent et promeuvent la crise climatique, dans cette deuxième partie nous montrerons la stratégie criminelle de l'industrie des énergies fossiles. Selon des documents fournis par diverses sources, l'industrie du charbon, du pétrole et du gaz savait déjà, au moins depuis les années 1950, que le réchauffement climatique était provoqué par les combustibles fossiles. Des études ont montré que son expansion continue contribuerait à un réchauffement climatique considérable, avec de graves conséquences pour les populations mondiales.

L'industrie charbonnière et les compagnies d'électricité le savent depuis au moins les années 1960 : dans un article écrit dans le Mining Congress Journal, par James Garvey en août 1966, intitulé « Air Pollution and the Coal Industry », il déclare :

« Il est prouvé que la quantité de dioxyde de carbone dans l'atmosphère terrestre augmente rapidement en raison de la combustion de combustibles fossiles. Si le taux d'augmentation futur se poursuit tel qu'il est, il a été prédit que, parce que l'enveloppe de CO<sub>2</sub> réduit le rayonnement, la température de l'atmosphère terrestre augmentera et que de grands changements se produiront dans le climat terrestre. « De tels changements de température entraîneront la fonte des calottes glaciaires polaires, ce qui entraînera des inondations dans de nombreuses villes côtières, notamment New York et Londres. »

À la suite de l'article de Garvey se trouve une « Discussion » de James R. Jones, ingénieur en combustion chez Peabody Coal Co (aujourd'hui Peabody Energy, la plus grande entreprise charbonnière au monde), dans laquelle, sous le sous-titre « La situation est urgente », écrit entre autres : « Une question d'urgence se pose sur cette question de la lutte contre la pollution de l'air. Nous sommes favorables à la purification de notre air. (...) nous gagnons du temps. Peabody Energy, connu pour nier publiquement les dangers du réchauffement climatique, a continué à gagner du temps pendant des décennies et a financé plusieurs dizaines de groupes négationnistes du changement climatique. Ce financement a été révélé en 2016 dans des documents judiciaires présentés par l'entreprise elle-même, faisant l'objet d'une enquête pour avoir induit les investisseurs et le public en erreur sur l'impact de Peabody sur le changement climatique.

Depuis au moins les années 1960, les scientifiques travaillant pour les entreprises des deux plus grands constructeurs automobiles, General Motors et Ford, connaissaient l'effet des émissions automobiles sur le changement climatique. Mais les fabricants ne se sont pas contentés de le

cachez, ils ont également lancé une campagne concertée, en donnant plusieurs millions de dollars pendant des années à des groupes qui s'interrogent sur le réchauffement climatique.

ExxonMobil, la plus grande société pétrolière et gazière, ment et trompe la population depuis des décennies, en diffusant de fausses informations sur la contribution des combustibles fossiles au changement climatique et ses conséquences écologiques et sociales destructrices. À la fin des années 1960, Exxon était déjà consciente que les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> dues à la combustion de combustibles fossiles affectaient le réchauffement climatique. Depuis la fin des années 1970, Exxon avait ses propres études scientifiques démontrant que le réchauffement climatique était réel et provoqué par l'utilisation de combustibles fossiles. Cependant, Exxon a organisé des campagnes de désinformation pour le nier et semer l'incertitude sur les causes du changement climatique. Ainsi, il n'a cessé de répéter qu'il n'est « pas fiable » d'attribuer l'augmentation de la température mondiale à l'accumulation de gaz produits par la combustion du pétrole, du gaz et du charbon. Cette action criminelle de la compagnie pétrolière est d'autant plus grande que les prévisions de ses études sur l'augmentation de la température globale de la planète étaient exactes et correspondent à ce qui s'est réellement passé. Le cynisme criminel d'ExxonMobil est allé jusqu'à continuer de financer et de soutenir les négationnistes du changement climatique, même après avoir publiquement reconnu la réalité du changement climatique.

Mais Exxon n'était pas un cas isolé. L'objectif principal de l'American Petroleum Institute (API) est de promouvoir les intérêts de l'industrie pétrolière et gazière dans toutes ses branches, en donnant « une voix unifiée » à ses plus de 600 entreprises, parmi lesquelles se trouvent de grandes sociétés pétrolières européennes comme la Grande-Bretagne. Petroleum, Shell, Total, Repsol ou Equinor (anciennement Statoil). Entre 1979 et 1983, l'API a créé un groupe de travail pour partager la recherche sur le climat. Le groupe comprenait des scientifiques et des ingénieurs de haut niveau provenant de grandes sociétés pétrolières et gazières multinationales, dont Exxon, Mobil, Amoco, Phillips, Texaco, Shell, Sunoco, Sohio, ainsi que Standard Oil of California et Gulf Oil, les prédécesseurs de Chevron. Le 29 février 1980, l'API organise une réunion avec son groupe de travail sur le CO<sub>2</sub> et le climat, à laquelle participent des représentants d'Exxon, de Texaco et de Standard Oil of Ohio (SOHIO). La réunion s'est concentrée sur le rapport du Dr John A. Laurman : Le problème du CO<sub>2</sub>. Le rapport reconnaît sans équivoque qu'il existe des « preuves solides » selon lesquelles l'augmentation de la concentration atmosphérique de CO<sub>2</sub> est « anthropique » et causée « principalement par la combustion de combustibles fossiles ». En outre, le rapport prévoit une augmentation de la température mondiale de 2,5 degrés

Celsius d'ici 2038 et de 5 degrés d'ici 2067, avec « des effets catastrophiques à l'échelle mondiale ».

La société française Total Energies, l'une des grandes multinationales des combustibles fossiles, savait depuis 1971 que le changement climatique était en train de se produire et que la cause principale était la combustion des combustibles fossiles. Participer au lobbying pour éviter de réduire les émissions de GES et de faire adopter une taxe sur les énergies fossiles. Elle fait partie des organisations puissantes du secteur des énergies fossiles : API, IPIECA, CONCAWE et OGCI. Publiquement, leur approche consiste à reconnaître la réalité du réchauffement climatique tout en sous-estimant l'urgence et la certitude de ses effets. Mais, en privé, un document interne analyse que « une fois que les effets sont mesurables, ils risquent d'être irréversibles ». En juin 2015, elle a annoncé la vente de sa filiale sud-africaine dans le secteur du charbon, mais a continué à réaliser d'énormes investissements dans la chaîne d'exploration et de production pétrolière et gazière

Une étude de 1988 de la multinationale des combustibles fossiles Shell, intitulée *The Greenhouse Effect* et marquée confidentielle, reconnaît la responsabilité de l'industrie, déclarant : « Bien que le CO<sub>2</sub> soit émis dans l'atmosphère par divers processus naturels... on considère que « la principale cause de l'augmentation dans les concentrations de CO<sub>2</sub> est la combustion de combustibles fossiles . » Elle quantifie même les émissions mondiales des produits Shell (pétrole, charbon et gaz) à 4 % en 1984. L'étude fait également une analyse détaillée des impacts climatiques possibles du réchauffement climatique: « changements significatifs du niveau de la mer, courants, vagues océaniques, régimes de précipitations », « température et climat régionaux » pourraient provoquer la fonte de l'Antarctique occidental, entraînant une élévation mondiale du niveau de la mer de « cinq à six mètres ». Il indique également que les changements affecteraient « l'environnement humain, les futurs niveaux de vie et les approvisionnements alimentaires, et pourraient avoir d'importantes conséquences sociales, économiques et politiques ». Il met en garde contre « la disparition d'écosystèmes spécifiques ou la destruction d'habitats », prédit une augmentation « du ruissellement, des inondations destructrices et des inondations des terres agricoles de basse altitude » et note que « de nouvelles sources d'eau douce seraient nécessaires » pour compenser les changements dans les précipitations. Les changements de température de l'air « modifieraient considérablement la façon dont les gens vivent et travaillent ». L'étude de Shell conclut en disant que « les changements pourraient être les plus importants de l'histoire enregistrée » et ajoute cet avertissement effrayant : « Cependant, au moment où le réchauffement climatique sera détectable, il sera peut-être trop tard pour prendre des contre-mesures efficaces pour en réduire les effets. », voire même de stabiliser la

situation. »

C'est-à-dire qu'il y a plus de 50 ans, les entreprises fossiles savaient déjà quelle était la responsabilité de leur propre entreprise face aux effets destructeurs du CO<sub>2</sub> sur le climat, au réchauffement climatique de la planète et à ses conséquences catastrophiques sur les écosystèmes et la vie humaine. Mais ils l'ont caché ; ils ont organisé et financé des campagnes niant le changement climatique et, avec une perversion criminelle, ils ont continué à augmenter les émissions de gaz à effet de serre (GES) et la température globale de la planète. Comme nous le verrons dans d'autres sections de ce document, les tentatives de l'industrie des combustibles fossiles pour entraver l'action climatique se poursuivent encore aujourd'hui. L'industrie fossile a une longue histoire de recrutement d'entreprises de relations publiques, avec pour mission de créer des groupes avec une bonne et fausse bonne image, pour semer la confusion et les doutes sur le changement climatique.

De 1988 à 2015, « seulement 100 entreprises ont produit 71 % des émissions mondiales » de GES

Depuis le début de l'industrialisation, quelque 90 entreprises (privées et publiques), dont les plus grands producteurs de charbon, de pétrole, de gaz et de ciment, sont responsables des deux tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Cependant, même si les entreprises étaient conscientes des effets destructeurs du CO<sub>2</sub> sur le climat, selon le rapport Changement climatique et pauvreté (point 35) (8) du rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, Philip Alston : « De 1988 à 2015, les entreprises fossiles ont multiplié par deux leur contribution au réchauffement climatique, produisant en 27 ans un volume d'émissions équivalent à celui produit dans les 237 années qui ont suivi la révolution industrielle. Au cours de cette période, seules 100 entreprises ont produit 71 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

En 2015, l'industrie des combustibles fossiles et ses produits étaient responsables de 91 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) à des fins industrielles et de 70 % des émissions totales d'origine humaine.

Banque-industrie de l'énergie fossile : chercher à conserver son leadership énergétique pour les 100 prochaines années

L'industrie des énergies fossiles n'est pas la seule responsable de la crise climatique. Le système financier public et privé est responsable du financement d'une économie mondiale qui dépend largement des combustibles fossiles et de l'utilisation non durable des terres, de l'eau et

des mers. Leur objectif principal, qu'il soit politique ou financier, est l'intérêt à court terme.

Au cours des sept dernières années, de 2016 (année d'entrée en vigueur de l'Accord de Paris) à 2022, les 60 plus grandes banques mondiales ont financé environ 3 200 entreprises du secteur des combustibles fossiles. Ils leur ont donné d'énormes sommes d'argent totalisant 5,5 milliards de dollars américains, leur accordant des prêts, souscrivant à des émissions de dettes et d'actions. Cette énorme somme d'argent a été utilisée pour l'extraction de pétrole dans les sables bitumineux, de pétrole et de gaz (dans l'Arctique, dans les eaux profondes, en Amazonie ou par fracturation hydraulique), de gaz naturel liquéfié (GNL) et pour l'extraction de charbon. Ainsi, le financement des banques et les politiques de soutien aux combustibles fossiles continuent de favoriser le réchauffement climatique, la crise et le chaos climatique. Même le secrétaire général de l'ONU, qui n'est pas vraiment un radical, a déclaré que les entreprises de combustibles fossiles et les banques qui les financent « ont l'humanité à la gorge ». Ce qu'il ne dit pas, c'est que les conférences des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (connue sous le nom de COP) ont été complices de l'industrie fossile et des banques, comme nous le verrons plus loin dans un autre article.

Les banques américaines sont les plus grands financiers mondiaux des combustibles fossiles. Viennent ensuite les banques du Canada, de Chine, du Japon, de France et de Grande-Bretagne. La banque la plus légendaire du secteur des énergies fossiles, JPMorgan Chase, arrive en tête de liste, avec un financement de 434,154 millions de dollars américains sur sept ans...

Hypocrisie criminelle des banques : Financement de l'industrie fossile et propagande environnementale

Rien qu'en 2022, les 60 plus grandes banques du monde ont consacré 673 milliards de dollars au développement des combustibles fossiles. Cette année-là, Caixabank a augmenté son financement des énergies fossiles de 364 %. Mais l'hypocrisie des banques n'a pas de limites : alors qu'elles continuent à financer l'industrie des combustibles fossiles, dans un nouvel exemple de cynisme criminel, de mensonge et de fraude à l'égard de leurs promesses, au cours de l'année 2022, les banques ont continué à annoncer leurs vagues objectifs d'émissions nettes, zéro gaz à effet de serre (GES). Il s'agit pour la plupart de promesses ambiguës prétendant faire quelque chose pour l'environnement avant 2050 (date fixée dans l'Accord de Paris). Cette propagande n'est qu'un greenwashing de leur image publique pour camoufler leur véritable objectif : maintenir le contrôle sur les flux d'argent et continuer à tirer d'énormes profits de l'énergie fossile.

En 2011, l'étude The Global Corporate Control Network,

après avoir analysé les réseaux de 43 060 multinationales, a observé que 737 contrôlaient la valeur des actions de 80 % du total, bien qu'un petit noyau de 147 contrôlait 40 % de la valeur de toutes les entreprises multinationales ; et parmi ce petit noyau, les trois quarts sont des entités financières dont, curieusement, les plus importantes sont celles qui font partie des 60 qui financent les combustibles fossiles. C'est la confirmation de la domination du capital financier sur le capital industriel et l'État.

Ce n'est pas un hasard si avec un tel soutien financier, l'American Petroleum Institute (API) a déclaré dans l'hommage au centenaire de sa création (1919 – 2019), qu'il se sentait « capable de planifier un avenir optimiste et un leadership mondial grâce à l'abondance et du gaz naturel et du pétrole sûrs. Selon l'API, l'industrie du pétrole et du gaz naturel « représente les 100 prochaines années de leadership énergétique ». Ce qui nous dit que l'industrie fossile, largement contrôlée par les banques, avec la collaboration des gouvernements, n'a aucune intention de faire quoi que ce soit pour atténuer l'horreur de la crise climatique. Ils ne se soucient toujours pas des catastrophes dévastatrices qu'ils provoquent, des dommages environnementaux, de la faim et de la malnutrition, de la pauvreté, de la souffrance et de la mort de millions de personnes causées par la pollution atmosphérique. Sauf pour tirer profit du désastre provoqué par l'industrie elle-même.

Faire confiance aux banques et aux entreprises de combustibles fossiles est une catastrophe pour l'humanité

Il est évident que les banques et les entreprises de combustibles fossiles ne sont pas dignes de confiance. Quelle que soit la manière dont les gouvernements les composent, ils ont été, sont et continueront d'être les principaux responsables du réchauffement climatique de la planète. Le passé criminel de cette industrie et des banques qui la financent montre clairement que compter sur elles pour lutter contre le changement climatique serait un désastre encore plus grand pour l'humanité et les écosystèmes de la Terre. Ils font partie du problème et, par conséquent, ils ne peuvent pas faire partie de la solution, comme le disent les groupes environnementaux et sociaux qui nous encouragent à faire confiance aux dirigeants politiques et économiques ; c'est-à-dire les responsables de la détérioration planétaire que dénoncent les mêmes groupes environnementaux.

Car les dégâts causés par la combustion des énergies fossiles ne se limitent pas aux conséquences des températures élevées et des canicules, des sécheresses, des incendies de forêt, des inondations ou des ouragans dévastateurs, de plus en plus fréquents. Son utilisation provoque des dommages accrus sur la santé et des millions de décès (9) chaque année en raison de la pollution de l'air. Selon l'Organisation mondiale de la santé, elle

touche 93 % de tous les enfants et environ 630 millions d'enfants de moins de 5 ans dans le monde. Ils nous ont même privés de la liberté de respirer un air non pollué.

Les profits de l'industrie des combustibles fossiles sont une insulte sanglante

Les craintes de pénurie d'énergie provoquées par la guerre par procuration en Ukraine ont été exploitées par les sociétés de combustibles fossiles pour réaliser d'énormes profits en augmentant encore les prix mondiaux du pétrole et du gaz. Ces profits sont une insulte sanglante : la hausse des prix des énergies fossiles a entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires et il existe un risque de crise alimentaire mondiale catastrophique. Alors que les gens meurent de faim, deviennent démunis, tombent malades et souffrent de difficultés dues aux catastrophes liées au changement climatique qui continuent de se propager dans le monde entier.

En 2022, les grandes compagnies pétrolières occidentales BP, Chevron, Equinor, Exxon Mobil, Shell et Total Energies ont doublé leurs bénéfices pour atteindre une valeur de 219 milliards de dollars américains. Avec ces avantages pour augmenter la production d'énergies fossiles et verser aux actionnaires 110 milliards de dividendes et de rachats d'actions. Encore une fois, dans ce monde capitaliste inégal et injuste, les profits sont au-dessus de toute considération. C'est une naïveté extrêmement stupide de penser que l'industrie fossile va changer ses activités. Les promesses climatiques qu'ils ont faites il y a quelques années de réduire la production, alors que les énergies fossiles étaient moins rentables, ont été une nouvelle tromperie intégrée dans leur stratégie.

Combien de temps encore allons-nous continuer à autoriser leurs comportements pervers et criminels ? L'abondance des faits nous montre que l'avidité destructrice de ces entreprises, en collaboration avec les gouvernements, ne s'arrêtera pas tant que nous ne les arrêterons pas. Mais cela ne sera pas possible tant que la majorité de l'humanité assistera à son naufrage, fascinée, devant les écrans, au milieu d'un épais brouillard de commentaires, de critiques, de dénonciations et de révélations pour justifier la passivité. Car le destin des naufragés est de transformer tout ce qu'ils touchent en bouée de sauvetage, comme le dit le Comité Invisible. Nous devons croire en ce que nous ressentons et agir, attaquer et construire MAINTENANT, sans attendre plus longtemps pour gagner ou non.

Victor V

# Européennes de juin 2024

Les projections du résultat des élections européennes tournent à l'avantage net du Rassemblement National, près de 30%, et si on y ajoute les autres listes souverainistes de Zemmour et Dupont Aignan, on avoisine les 41%.

On voit quelques responsables de droite qui quittent leur navire pour rejoindre le RN ainsi que certains hauts fonctionnaires, et la tendance va s'accroître au fur et à mesure du naufrage de la droite L.R. Quoi de plus normal pour un politicien que d'aller à la soupe ? Il faut bien garder places et privilèges. Le drame est que le RN est devenu un parti comme les autres aujourd'hui et pour lequel un certain nombre d'électeurs n'est plus du tout gêné de voter pour ce parti, pourtant, de filiation pétainiste. Certains objecteront que des électeurs continuent à voter pour le Parti Communiste, un parti de filiation stalinienne...

Le fait politique choquant est que, malgré l'histoire, un tel parti, le RN, puisse encore exister. Tout aussi historiquement, un tel parti ne prospère que dans les périodes de crise sociale profonde. De ce point de vue, la France est servie.

Si l'on y ajoute que les autres partis sont incapables d'innover et sont empêtrés parfois dans des scandales financiers (Sarkozy...), le R.N. avec sa démagogie et ses fausses solutions, ne peut que progresser tant est grande la détresse des plus défavorisés, sans compter ceux et celles qui jouent leur partition identitaire.

Mais comme les autres partis, les problèmes du peuple ne l'intéressent que dans la mesure où il récupère des voix, afin d'accéder, lui aussi, au pouvoir.

Bien entendu, les partis dits classiques ne peuvent rester indifférents car le RN leur mange la laine sur le dos. Droite, gauche et Macron, tout le monde y va de ses propositions pour rénover, moderniser, la vie politique. Voire, la réarmer.

Le problème, c'est que les politiciens de tout bord continuent à se moquer de leurs électeurs. En effet, et bizarrement, à les écouter aucun ne parle du pourquoi de l'origine d'un tel parti. A croire qu'il est apparu, comme ça, par miracle. Il leur est sans doute assez difficile à ces bons apôtres, de droite comme de gauche, d'admettre qu'ils ont été responsables de l'apparition du Front National mué en RN aujourd'hui. Ce sont leurs erreurs, leurs choix qui, en créant : l'exclusion, les ghettos et le séparatisme scolaire, la misère, le communautarisme social, la désindustrialisation, la smicardisation..., ont favorisé l'extrême-droite.

Les électeurs qui loin de voir leur situation s'améliorer, la voit au contraire se détériorer, remarquent que ceux qui

étaient censés changer la vie et apporter des réponses à la dégradation de leurs conditions de vie, ont continué leur train-train et ont magouillé en toute tranquillité : combien de scandales financiers ont éclaboussé la classe politique depuis quelques décennies ?

Le R.N. met en avant les émigrés et les migrants, les magouilles politiques de leurs adversaires qu'ils entendent plumer, laissant penser qu'ils sont différents et qu'il faut leur laisser une chance... Il faut les essayer.

Mais ce parti est identique aux autres : jamais un mot contre les patrons (exploiteurs, parasites, demandeurs de main d'œuvre immigrée...), jamais un mot contre les spéculateurs et boursicoteurs, tous ceux qui sont responsables de la misère humaine. Par contre, ce qui est certain, c'est que le R.N. sera l'ennemi des syndicats, des manifestations de travailleurs, des écologistes et de tous ceux qui oseront braver leur pouvoir. Et les premiers à faire les frais d'une victoire du RN à la tête de l'Etat, seront les plus démunis, les plus faibles.

Les politiciens continuent leur baratin habituel et Macron, à la suite de Mitterrand, s'ingénie à casser davantage la droite en utilisant le R.N., trop content d'engranger les ralliements de politiciens en vue, comme Rachida Dati par exemple.

L'essentiel pour les politiciens, c'est de garder le pouvoir. Ils ne peuvent d'ailleurs pas faire autrement, sinon, il leur faudrait se remettre en cause. Il leur faudrait admettre qu'ils ne sont pas les représentants du peuple mais ne représentent que les intérêts des plus puissants, à savoir : la finance et le patronat.

A-t-on déjà vu l'Assemblée Nationale voter une loi contre le patronat ? Tout ce dont profitent les salariés, fut le résultat de grèves, de luttes contre le patronat auquel il a fallu arracher quelques avantages. Dans ces conditions, il est évident qu'il ne faut pas compter sur les députés pour se débarrasser du R.N. car il faudrait pour cela s'en prendre résolument à son fonds de commerce : le chômage et le déclassé social, et les députés en sont incapables. Il faudrait attaquer ces patrons qui, ayant des entreprises bénéficiaires, refusent d'augmenter les salaires des travailleurs, voire licencient pour maintenir et si possible augmenter leurs bénéfices. Il faudrait s'attaquer aux spéculateurs qui font leur fric avec la peau des gens. Ce serait effectivement partager le travail, et faire en sorte que le progrès technique libère l'homme et profite à tous, alors que la tendance actuelle est de faire travailler un maximum de temps dans certaines branches. Nous constatons par exemple que les ouvrières et ouvriers agricoles sont encore une fois les oubliés des revendications diffusées

médiatiquement par « les agriculteurs en colère », ceux qui possèdent les gros tracteurs et peuvent bloquer les routes pendant que leurs salariés continuent à bosser. L'une des « victoires » de la FNSEA ne consiste-t-elle pas à avoir l'autorisation de faire travailler les salariés plus que les limites hebdomadaires du Code du Travail ? De plus, Attal vient de permettre la pérennisation du dispositif d'exonération de cotisations patronales pour les bas salaires ce qui condamne les ouvriers et ouvrières agricoles à ne pouvoir obtenir plus que le SMIC. Cela renforce les effets négatifs de la smicardisation que le gouvernement prétend combattre.

Ce serait également faire en sorte que les gens vivent mieux, d'une façon décente dans tous les quartiers, ce qui remet en cause les barres HLM et autres tours, véritables ghettos qu'il faudrait raser. Tout cela ap-

pelle un changement profond de société, mais il faut remettre en cause cette pensée unique qui consiste à faire croire qu'il n'existe qu'un système économique et qu'il n'est pas possible de faire autrement. Il faudrait remettre en cause le dogme du productivisme et que les énergies fossiles sont indispensables alors que l'investissement dans les énergies renouvelables représente la partie congrue.

Vouloir se débarrasser de l'extrême-droite, c'est faire la révolution dans la tête des gens afin qu'ils prennent leur destinée en main et cela ne passe pas par un bulletin de vote.

André et Ty Wi



## Désarmement unilatéral

**A** l'heure où Macron n'exclut pas un envoi de troupes en Ukraine, il est temps de dénoncer l'esprit belliciste du président de la République. Parallèlement, le gouvernement tend à préparer la jeunesse à la soumission de celle-ci via le SNU.

Depuis le 14 novembre 2023, la commission de la défense à l'Assemblée nationale a mis en place une « Mission d'information sur le rôle de l'éducation et de la culture dans la défense nationale » dont l'objectif est de « s'interroger sur le rôle que peuvent ou que pourraient avoir l'éducation et la culture dans la consolidation de l'esprit de défense des citoyens ». Education et culture, deux secteurs cruciaux pour embrigader les jeunes.

À ce jour, cette mission a déjà tenu 16 réunions pour auditionner une majorité de militaires de différents services et deux, trois personnes du ministère de l'éducation et celui

de la culture. Bien entendu les syndicats et les organisations de jeunesse n'ont pas encore été conviés... D'autres auditions sont prévues mais pour l'instant il n'y a pas de compte-rendu de ces auditions.

**La guerre, il ne faut pas seulement en avoir peur, il faut en avoir honte.**

C'est en temps de paix que l'on peut prôner la paix, en temps de guerre, c'est trop tard.

Les anarchistes doivent à nouveau se mobiliser contre l'esprit guerrier des marchands de canons et les gouvernants à leur solde. Il est temps d'insuffler un esprit pacifiste en France et partout dans le monde.

**Non à la guerre !**



Non à la fabrication des armes !

Objection: au militarisme

Objection : à la fabrication des armes

### Objecter

Nous pouvons objecter à tout âge et à tout ce qui est illogique et immoral. Refuser de travailler pour l'armement c'est objecter à la fabrication d'engins de mort et, ainsi, empêcher un crime, car, comme le dit le professeur Théodore Monod « la préparation d'un crime est un crime ».

### Désarmer

Le désarmement est non seulement un choix moral, mais également un choix économique et écologique. L'armement est la négation même du progrès ; car soit on l'utilise pour sa fonction réelle : tuer et dans ce cas il est voué à la destruction immédiate : soit il croupit jusqu'à ce qu'il devienne « démodé », obsolète, et c'est alors du gaspillage.

Car, dans le domaine de la tuerie, le « perfectionnisme » est sans limite et la recherche constante : travail sur l'amélioration des performances de la bombe atomique, expériences sur « l'homme augmenté », drones, nouvelles stratégies sur la guerre de tranchées, missiles nouvelle génération...).

La guerre en dehors de l'horreur, c'est aussi l'accélération du dérèglement climatique avec toutes ses conséquences induites.

Le processus de désarmement implique la reconversion des usines d'armements en usines de productions socialement utiles.

### Se préparer

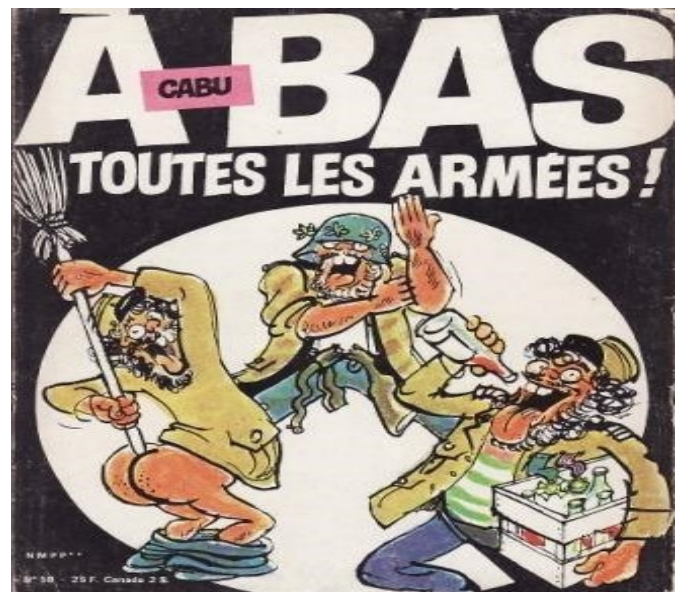
Vouloir désarmer c'est vouloir, à terme, une société cen-

trée sur l'homme et non sur le profit. L'utopie n'est pas de désarmer unilatéralement mais de croire qu'il est possible de parvenir à un désarmement total dans la société capitaliste. Devant la guerre qui pointe à nouveau son nez aux portes de l'Europe, il faut agir et dès à présent.

L'arrêt des fabrications d'armes ne signifie pas chômage. Beaucoup de besoins civils ne sont pas satisfaits ; la dégradation des services publics continue... Les salariés doivent recenser les besoins socialement utiles et revendiquer un changement de fabrications. De plus, le niveau de progrès technologiques est tel qu'il est possible de réduire le temps de travail hebdomadaire. La machine doit remplacer l'homme non pour le mettre au chômage mais pour diminuer la charge de travail et lui accorder du temps libre.

Nous sommes tous et toutes les cohéritiers du fruit du travail et des recherches des générations antérieures et ceux qui veulent se les accaparer, le font pour maintenir ou acquérir des privilèges. Une telle attitude est condamnable car elle conduit toujours à des conflits, à des guerres.

C'est aussi pour toutes ces raisons que nous sommes opposés au S.N.U.



## D'un 18 Mars, l'autre

Tout ce qui touche au mouvement ouvrier est peu ou prou occulté par les médias officiels hormis le Premier Mai complètement dévoyé.

### La Commune de Paris

Trahi par ses dirigeants félons, Paris, qui s'était soulevé le 18 Mars 1871, capitula après soixante-douze jours d'une lutte acharnée et l'armée gouvernementale versaillaise se livra à un carnage n'épargnant pas même les enfants.

### Cronstadt

Le 18 mars 1921, le « camarade » Trotsky, avant de la jeter dans ses fameuses poubelles de l'histoire, écrasait Cronstadt, bastion portuaire bâti sur l'île de Kotline tapie au fond du Golfe de Finlande et principale base de la flotte baltique russe. Sa population, que traversaient les différents courants anarchiste et d'extrême-gauche, prêtait un vif intérêt à la vie du pays, aux désirs du peuple, à tous les problèmes politiques et sociaux. Aussi, en février 1917, se rallia-t-elle d'emblée à la révolution et prit-elle instan-

tanément le rôle d'avant-garde.

Tout commença à Pétrograd (anciennement Saint-Petersbourg) situé à une trentaine de kilomètres de Cronstادت. Fin février, l'hiver très rude et le manque de denrées de base rendaient la situation des ouvriers intenable. Jusqu'au pain qui était rationné et, faute de combustibles, les maisons ne pouvaient être chauffées. Les chemins de fer fonctionnaient à peine et beaucoup de fabriques fermaient leurs portes.

Les interpellations, les réclamations, voire les suppliques des travailleurs restaient sans effet. Le pouvoir bolchevique repoussait d'avance toute suggestion, toute collaboration, toute initiative. En guise de remède, il recourait de plus en plus à des réquisitions, à des expéditions militaires, à des mesures répressives, à la violence la plus arbitraire.

Des assemblées générales ouvrières se réunirent et rédigèrent des motions hostiles au gouvernement.

En dépit des campagnes de dénigrement visant à discréditer ce mécontentement, Cronstادت, solidaire des ouvriers de Pétrograd, leur envoya clandestinement des émissaires. Le message était clair : s'ils s'élevaient contre les nouveaux imposteurs, ils étaient en faveur des soviets libres, de la liberté d'organisation des travailleurs et d'une Révolution vraiment prolétarienne, elle les appuierait de toute la puissance de ses armes, de ses canons et de ses cuirassés. Le 22 février, des rassemblements spontanés eurent lieu à l'intérieur de la plupart des usines importantes. Le 24, troubles et grèves éclatèrent un peu partout et le 25, les grévistes incitèrent avec succès, les ouvriers des arsenaux et du port de Galernaïa à débrayer.

Le gouvernement créa aussitôt un « comité de défense », sous la présidence de Zinoviev, capable de coordonner les actions qui materaient les contestataires. Le 26, le soviét de Pétrograd se réunit d'urgence et, le 27, un nombre considérable de proclamations furent diffusées ou placardées. Le 28, les troupes communistes envahirent la ville donnant cours à une répression impitoyable.

C'est exactement le 28 février que les marins du navire « Pétropavlovsk » ripostèrent en adoptant un texte qu'approuva immédiatement un second vaisseau de guerre le « Sébastopol ». L'agitation gagna la flotte entière de la Baltique.

Le 1er mars, une assemblée publique se tint place de l'Ancre. Seize mille matelots travailleurs et soldats rouges y participèrent. Les délégués des commissions envoyées à Pétrograd présentèrent leurs rapports. Ils exprimèrent leur désapprobation des méthodes communistes étouffant les légitimes aspirations des ouvriers. La décision du « Pétropavlosk » fut ratifiée à l'unanimité malgré les dia-

tribes virulentes des bolcheviques de service.

Cette célèbre résolution comprenait quinze points dont voici l'essentiel : « réélection des soviets au vote secret ; liberté de parole, de presse, de réunion et liberté syndicale ; libération de tous les prisonniers politiques révolutionnaires ainsi que des ouvriers, paysans soldats rouges et marins emprisonnés ; abolition de la propagande officielle ; cessation des réquisitions dans les campagnes ; égalité des rations pour tous les travailleurs en privilégiant seulement les métiers insalubres et dangereux ; liberté d'action donnée aux paysans sur leurs terres sans utilisation du travail salarié ; suppression des détachements de barrages empêchant la population de se ravitailler et disparition du service de garde communiste dans les usines et fabriques ; autorisation de la production artisanale libre n'utilisant pas de salariés... ».

C'est ainsi qu'au soir du 2 mars, Cronstادت n'avait d'autre « pouvoir » que celui de son Comité Révolutionnaire Provisoire.

Les bolcheviques utilisèrent le mensonge et la calomnie afin de tromper l'opinion et de se justifier – procédé qui leur était coutumier – grâce aux moyens d'information et de propagande réunis entre leurs seules mains. Ils vilpenderent la mutinerie de Cronstادت en la présentant comme une insurrection contre-révolutionnaire dont les gardes blancs étaient les instigateurs. Simultanément, ils se hâtèrent de préparer leur attaque. Ils sentaient que la rébellion pouvait s'étendre à d'autres régions et présenter un réel danger pour eux. Promptement, Trotsky mit sur pied des unités militaires spéciales aidées par des détachements de la Tcheka et des régiments de « kursanti » (élèves-officiers). Il fallait se dépêcher car le dégel approchait et la citadelle fortifiée, libérée de la couronne de glace qui la reliait à la terre deviendrait quasiment imprenable.

Le 6 mars,, un appel radiodiffusé du Comité révolutionnaire disait entre autres : « Notre cause est juste. Nous sommes pour le pouvoir des soviets et non des partis », réclamant en cela l'application de la constitution du 10 juillet 1918 qui stipulait que tout le pouvoir central et local appartenait aux soviets. La dictature bolchevique, dès le début, viola la Constitution en ne l'appliquant pas.

Trotsky répliqua : « Rendez-vous ou je vous canardrai comme des faisans ». Le lendemain, il ordonna, en accord avec Lénine de bombarder la ville. Le « canardement » se poursuivit à longueur de journée et de nuit. Aucune aide ne pouvait venir de Pétrograd en état de siège, sillonnée de militaires et de policiers et soumis au régime de terreur de Zinoviev et des hauts fonctionnaires.

Cronstادت se battit désespérément mais Trotsky faisait venir des troupes fraîches et bien entraînées. Un ter-

rible déluge d'obus précéda l'assaut final du 16 mars. Les femmes du peuple, dignes de leurs aînées de 1871, montrèrent un courage et une activité extraordinaires.

En dépit de tant de bravoure et d'héroïsme de la part de la population, Cronstadt succomba le 17 et beaucoup de marins préférèrent mourir en combattant plutôt que d'être lâchement assassinés dans les sous-sols de la Tcheka.

Au petit matin du 18, des matelots résistaient encore tandis que commençait la chasse aux vaincus à travers les quartiers en ruine de la cité suppliciée.

Les 14 000 habitants et marins tués n'empêchèrent pas les bolcheviques et le parti communiste d'avoir le culot de commémorer publiquement, ce jour-là précisément, la Commune de Paris et de fêter, en même temps, l'anéantissement de Cronstadt ! Et, pour que sa victoire fût complète, Trotsky se précipita à Pétrograd afin de liquider de façon identique les prolétaires insoumis.

Les semaines qui suivent, des centaines de prisonniers remplirent les geôles édifiées du temps des tsars et, pendant des mois, la Tcheka fusilla à tour de bras sans faire de quartier.

Le chef suprême de l'Armée rouge célébra Cronstadt comme « l'orgueil et la gloire de la révolution russe », disait-il, lorsqu'elle l'aida à prendre le pouvoir, puis tourna ses mortiers contre cette « gloire » devenue « canaille » contre-révolutionnaire quand elle se dressa face à la déviation et à l'imposture du parti bolchevique !

Le même sort avait été réservé aux Communards parisiens, massacrés, pourchassés, emprisonnés, déportés, insultés, odieusement diffamés et traités de « bandits » par le sinistre Thiers et son soudard sanguinaire, le général Gallifet.

Si Lénine peut être comparé au premier, le surnom attribué à Trotsky de « Gallifet de Cronstadt » restera la marque de son infamie et jamais, le sang des victimes répandu par ces deux bourreaux, à un siècle d'intervalle, ne sèchera sur les pages du grand livre des révoltes ouvrières !

Claudette Chéber

PS : Si nous nous attachons à un point d'histoire, ce n'est pas par nostalgie mais parce qu'il éclaire de nos jours les faiblesses d'analyses du courant marxiste. Si certains trotskystes d'aujourd'hui ont fait leur mea culpa par rapport à la tragédie de Cronstadt mais les trotskystes se revendiquent toujours d'un Etat prolétarien avec ses moyens coercitifs au titre de la violence légitime d'Etat. D'autres sont toujours partie prenante d'un Etat transitoire, ce qui a été invalidé par l'Histoire même. Ils ont eu beau rôle de se défausser sur le stalinisme et ses monstruosités mais Lénine et Trotsky étaient bel et bien les précurseurs de Staline. L'épisode de Cronstadt démontre à quel point, les bolcheviques, une fois arrivés au pouvoir, se sont empressés de liquider tous ceux qu'ils jugeaient dangereux pour leur maintien au pouvoir.

En clair, à partir du moment où un courant de pensée léniniste qu'il soit trotskyste ou stalinien ou castriste ou maoïste ou etc. arrive au pouvoir, il entend s'y maintenir et pour cela il liquide toutes les oppositions, surtout si elles sont révolutionnaires. Pour les anarchistes, antimilitaristes, l'armée sert toujours les intérêts de l'Etat. Ne pas analyser les structures étatiques, c'est nous condamner à revivre les mêmes drames que Cronstadt, les mêmes drames que la bureaucratisation de la société avec une nouvelle classe de fonctionnaires au pouvoir. Donc, le léninisme est encore et toujours à combattre quels que soient ses nouveaux oripeaux.

Goulago (GLJD)



# Lénine, le dictateur

**E**tudier la période de 1917 à 1922, en Russie, c'est se pencher sur la période qui s'étend de la prise de pouvoir en 1917 à la fin de la participation active de Lénine au gouvernement en 1922. De quoi le léninisme est-il le nom ? Et bien c'est le procédé qui a consisté à imposer à la majorité, la domination d'une minorité. C'est la méthode qui a liquidé toute opposition en emprisonnant, tuant et déportant les Sociaux-Révolutionnaires, les Anarchistes et les Mencheviks, notamment. Ces opposants à Lénine représentaient pourtant des portions importantes de la masse révolutionnaire. Bref, le léninisme, c'est la liquidation des partis et des groupes d'opposition organisée ; c'est l'histoire d'un groupe d'hommes décidé à s'emparer du pouvoir exclusif en Russie en s'attaquant à d'autres révolutionnaires. En clair, Lénine a mis en place une pratique consistant à supplanter et détruire tous les autres partis ouvriers et paysans pour s'établir seul au pouvoir. Les bolcheviks, d'autre part, n'étaient guère soutenus par la population et c'est une légende qu'ils avaient « les masses » derrière eux. Bien entendu, Lénine se définissait comme marxiste et il persuada ses adeptes que les décisions de sa politique puisaient dans les principes énoncés par Marx et Engels.

C'est à partir de 1921 que Lénine mit en œuvre son schéma d'organisation de parti, à savoir le monopole de la domination sur le prolétariat et la paysannerie. Celui-ci s'est établi qu'après l'élimination de la scène politique de tous les opposants socialistes et anarchistes et spécialement les Mencheviks dont l'influence auprès des syndicats représentait pour les Communistes la concurrence la plus dangereuse.

Avant la révolution, le conflit entre les deux ailes de la social-démocratie a tourné beaucoup plus autour de la question de l'organisation et des méthodes qu'autour des questions de théorie. Il faut avoir cela à l'esprit, c'est toute la stratégie des léninistes qui consiste à faire un bout de chemin ensemble, avec les autres révolutionnaires, pour abattre l'ennemi principal puis une fois l'objectif atteint, c'est au tour des diverses oppositions d'être laminées. C'est la politique des Horace et des Curiace.

Les adversaires de Lénine avaient des scrupules moraux, Lénine, lui n'en avait pas ; il avançait selon le vieil adage « la fin justifie les moyens ». Contrairement à leurs adversaires socialistes et anarchistes, les bolcheviks étaient résolus dans leurs décisions. Sous la conduite de Lénine et à cause de lui, ils n'avaient pas peur d'abandonner leur doctrine lorsque la question primordiale du pouvoir était en jeu, ni de faire preuve d'opportunisme dont Lénine accusait si souvent ses opposants socialistes et anarchistes. C'est ce qui fait toute la différence avec les anarchistes

qui n'aspirent pas à prendre le pouvoir car ce dernier est maudit.

Nous connaissons l'analyse marxiste de la dictature du prolétariat selon laquelle l'Etat dépérirait progressivement dès le moment où le prolétariat aurait pris le pouvoir et consolidé sa conquête. Nous savons tous qu'une nouvelle bureaucratie prend le contrôle de l'Etat, le renforce et continue à exploiter en tant que nouvelle classe, les travailleurs.

Si dans L'Etat et la Révolution, Lénine déclare en 1917 : « L'Etat prolétarien commencera à dépérir immédiatement après sa victoire, car, dans une société sans contradiction de classe, l'Etat est inutile et impossible. », dès 1918, il déclare de même que « Proclamer à l'avance ce dépérissement de l'Etat revient à violer la perspective historique ».

Avant la révolution, les bolcheviks n'avaient jamais mentionné leur volonté de gouverner seuls avec un Etat gouverné par un parti unique. Officiellement, la prise de pouvoir avait eu lieu sous l'égide des Soviets où plusieurs partis et organisations anarchistes étaient représentés. Mais on s'aperçut rapidement qu'après Octobre, Lénine avait l'intention de gouverner seul. L'arme favorite des bolcheviks fut la calomnie contre tous les partis socialistes et les anarchistes. En 1917, les Communistes et Lénine ne manquaient pas d'identifier la révolution avec eux-mêmes mais ce n'était qu'une prétention qu'ils étaient les seuls à affirmer et qui ne se justifiait aucunement dans les faits.

Lénine attaqua ses opposants en 1921 en les qualifiant de contre-révolutionnaires afin de mieux les éliminer.

Le bilan politique n'était guère encourageant pour le Parti Communiste en mars 1921. Parmi les paysans, il avait perdu en grande partie, sinon en totalité, le soutien ou tout au moins la neutralité qui avait joué naguère un rôle important dans sa victoire de novembre 1917 et lors de la guerre civile. Même le prolétariat avait de plus en plus d'aversion pour les communistes, tandis que les mencheviks, notamment, gagnaient en popularité. Il fallait donc sévir et trouver des solutions pour maintenir la dictature léniniste.

Certes, l'impopularité était due aux privations imposées par la guerre civile mais aussi par l'injustice, la violence et l'arbitraire des mesures que prenaient les communistes contre tous ceux qui n'acceptaient pas leur domination sans réserve. La révolte de Cronstadt en a fourni la preuve indiscutable.

Lénine est donc le précurseur de Staline et de Poutine. Leur point commun : éliminer toute dissidence pour sauvegarder leur pouvoir.

Voilà pourquoi, quand nous entendons certains trotskystes de 2024 se réclamer de Lénine et par opportunisme le présenter comme un précurseur de l'écologie, nous autres anarchistes, le voyons plutôt comme le précurseur de la déportation de populations, des emprisonnements et des assassinats de masse.

Goulago



## Anarchisme et marxisme

Anarchisme et marxisme dans la Révolution russe

Dans ce texte d'Arthur Lehning, écrit en 1929 et traduit par Jean Barrué en 1971, l'auteur propose de démontrer les points suivants :

1° L'interprétation de la théorie de l'Etat de Marx, telle qu'elle est formulée par Lénine dans sa célèbre brochure « L'Etat et la Révolution », est insoutenable.

2° La Révolution était dans le courant de 1917 une révolution surtout de paysans et elle ne s'est pas déroulée selon le schéma de la théorie marxiste de la Révolution, ni selon celui des marxistes russes.

3° La Révolution russe qui a duré des mois et s'est étendue à tout l'empire tsariste ne doit pas être confondue avec la conquête du pouvoir par les bolcheviks à Petrograd et l'institution, le 24 octobre 1917, du Conseil des Commissaires du Peuple.

4° Lénine et son parti — le Parti Ouvrier Social-démocrate de Russie (Bolchévik) rebaptisé Parti communiste en mars 1918 — n'ont jamais été favorables, même en principe, aux Soviets, à ces Conseils qui, dans le courant de 1917, sont nés spontanément dans tout le pays. Le caractère constructif de la Révolution s'exprimait dans ces Conseils, mais Lénine et son parti les ont uniquement considérés du point de vue de leur utilité pour la prise du

pouvoir politique par le parti bolchevik.

5° La soi-disant « dictature du prolétariat » qui n'a jamais été autre chose, dès le début, que la dictature du parti, puis de sa bureaucratie, et qui ne pouvait se maintenir que par la terreur, est un des facteurs essentiels de dégénérescence de la Révolution russe, selon un processus clairement visible dès 1921 et non à partir seulement du moment où ceux qui étaient responsables de la création d'un appareil d'Etat terroriste en furent les victimes.

6° La destruction des Soviets n'a pas été uniquement la conséquence de la guerre, de la guerre civile et de l'installation de la dictature d'Etat, mais elle est déjà incluse dans l'interprétation léniniste du principe marxiste de l'Etat contrôlant la totalité de la vie économique et sociale par un système de gouvernement centraliste. De toute évidence cette interprétation est incompatible avec le principe des Conseils ouvriers. [...]

Lehning termine sa brochure en indiquant que : « L'Etat est toujours une organisation politique au service d'une classe dirigeante. L'Etat prolétarien de Lénine – celui du capitalisme d'Etat – est la dernière forme possible de l'Etat : L'Etat bureaucratique. La « classe dirigeante » d'un tel Etat, c'est le Parti qui, par la dictature et la terreur, exerce exclusivement le pouvoir.

Cahiers de Spartacus – Juin-Juillet 1971

## Indispensable compétence

Il n'est pas rare de trouver, dans certaines publications libertaires, des articles hostiles aux « spécialistes » et à leurs prétendues « compétences ». Il semblerait que, sous prétexte d'égalitarisme, chacun devrait pouvoir pratiquer des tâches jusqu'alors dévolues à des spécialistes, la polyaptitude remplaçant alors la spécialisation. Mais s'il est évident que bon nombre de spécialistes ne sont pas for-

cément des plus compétents dans le domaine où s'exerce leur activité, ce n'est pas une raison pour vilipender la notion même de compétence.

### Ségrégation corporatiste

S'il est bien compréhensible qu'un anarchiste critique le

corporatisme, refuse les hiérarchies et combatte l'autorité, encore convient-il de la faire judicieusement.

Le corporatisme, en ceci qu'il privilégie une activité au détriment des autres, générant ainsi une hiérarchie de professions, source inévitable de jalousie et de conflits, est détestable. Mais c'est tout de même au sein des corporations et des associations compagnonniques que s'est développé le goût du travail bien fait, qui seul peut donner au travailleur la conscience de son utilité sociale.

Si la hiérarchisation des tâches et des fonctions est une absurdité, c'en serait une autre de croire en une égalité parfaite des aptitudes. Dans toute activité humaine, il existe des différences entre les personnes remplissant une même fonction, certains étant plus habiles et compétents que d'autres. L'harmonie sociale ne se réalisera pas en coupant les têtes qui dépassent mais en permettant à chacun de trouver sa place dans le domaine où il se sent le plus capable.

Enfin, il s'agit de ne pas se méprendre sur l'hostilité que voue tout libertaire au principe d'autorité. L'anarchie n'est pas, comme l'affirment certains lexicologues ignorants ou mal intentionnés, une « idéologie qui rejette toute autorité ». Non...et Bakounine lui-même le confirme : « S'ensuit-il que je repousse toute autorité ? Loin de moi cette pensée. Lorsqu'il s'agit de bottes, j'en réfère à l'autorité du cordonnier ; s'il s'agit d'une maison, d'un canal ou d'un chemin de fer, je consulte celle de l'architecte ou de l'ingénieur. Pour telle science spéciale, je m'adresse à tel ou tel savant. Mais je ne me laisse imposer ni le cordonnier, ni l'architecte, ni le savant. Je les écoute librement avec tout le respect que méritent leur intelligence, leur caractère, leur savoir, en réservant mon droit incontestable de critique et de contrôle. »

En fait, si Bakounine, sa vie durant, a combattu l'autorité (artificielle) résultant de la contrainte (économique, sociale, politique ou morale), il n'en reconnaît pas moins l'autorité (naturelle) de la compétence.

Il y a entre ces deux formes d'autorité une différence fondamentale. C'est que l'autorité de la force tend toujours à maintenir ou à augmenter l'écart séparant les maîtres des assujettis, les initiés des profanes. C'est exactement le contraire qui se produit avec l'autorité de l'expérience et de la compétence. Lorsqu'un ouvrier qualifié forme un apprenti, ou un professeur son élève, l'apprenti et l'élève admettent comme chose naturelle l'autorité de leurs formateurs, pour autant qu'elle soit évidente. En inculquant leur savoir à leurs élèves, les « maîtres » – c'est-à-dire ceux qui maîtrisent leur sujet – amènent progressivement ceux-ci à leur propre niveau. La différence initiale entre formateur et formés tend à s'amenuiser et ira même peut-être jusqu'à disparaître. Cette forme d'autorité s'avère donc bénéfique pour celui sur lequel elle s'exerce.

L'exploitation patronale et l'asservissement du salarié qui en résulte ont conduit certains camarades à considérer tout travail comme une corvée et une aliénation. Et, dans le système social actuel, c'est hélas bien souvent le cas. De là à penser qu'en anarchie, sous prétexte de liberté et d'égalité, n'importe qui pourrait faire n'importe quoi n'importe comment, pourvu que ce soit fait « librement », il y avait un pas...trop vite franchi.

Il n'est guère difficile de démontrer à quel point les contempteurs de la compétence – considérée par eux comme un concept bourgeois – sont peu conséquents avec eux-mêmes. S'ils avaient à subir une intervention chirurgicale, feraient-ils appel au spécialiste ou à un rebouteux ? Et lorsqu'ils ont l'occasion de voyager par avion, peut-être se sentent-ils plus rassurés de savoir que le pilote n'est pas trop inexpérimenté. Du reste, combien d'entre eux n'ont-ils jamais eu à se plaindre de la mauvaise qualité des services de gens dont la prétendue débrouillardise aurait dû aisément compenser le manque de formation. C'est bien la preuve que l'on ne s'improvise pas spécialiste sans formation. Et une formation adéquate doit impérativement être dispensée par des formateurs à la hauteur de leur tâche. Condamner la compétence sous prétexte qu'elle a été dévoyée par des incapables, c'est tout simplement se tromper de cible.

« Le travail, écrivait Jean Grave, n'est avilissant que parce qu'on en a fait un signe de servitude. » Et c'est par le travail – c'est-à-dire par l'exercice d'une activité librement choisie – que l'individu peut se réaliser. Et il ne peut se réaliser que par la pleine maîtrise de ses aptitudes. L'incompétence n'a jamais été un facteur d'évolution et d'émancipation. Une société libertaire ne peut être crédible qu'à la condition que ce qu'elle propose et entreprend soit mieux et meilleur que ce qu'elle prétend remplacer. Et cela ne sera pas réalisable sans l'indispensable compétence.

A.P.





# Les lamaneurs du port du Havre



## UN EXEMPLE DE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE

Six heures du matin. Le petit jour qui s'annonce révèle un ciel aussi noir et aussi tourmenté que la veille. Le vent n'a pas « calmi » une seconde de toute la nuit. Il continue à s'acharner sur la petite cabane des lamaneurs dont la présence, en cet endroit mal abrité du quai d'Honfleur, semble l'irriter. Il pleut et bien que nous ne soyons qu'aux premiers jours de l'automne, il fait froid. Dans la baraque obscure et enfumée, dont un marchand de frites se contenterait difficilement, pour y installer son commerce, une douzaine d'hommes s'agitent. Bottés de hauts cuissards qui font leur démarche lourde et hésitante, le suroît soigneusement noué sous le menton, le ciré à portée de la main ils attendent les ordres de passer une nuit de veille, coupée de brefs repos pris dans les hamacs tendus au milieu de la pièce qui leur sert de corps de garde, de vestiaire et même de bureau. Plusieurs fois ils ont dû embarquer sur leurs minuscules vedettes et aller tirer les lourdes amarres, froides et dégoutantes d'une eau mazonneuse, de quelque cargo qui les appelait. Maintenant ils attendent la relève de sept heures du matin. L'oreille aux aguets, ils surveillent du coin de l'œil le téléphone dont un appel in extremis peut les envoyer encore larguer les amarres d'un pétrolier pressé de quitter Orcher ou bien encore amarrer un paquebot venu avec le jour dans le port pour une escale hâtive, voire imprévue.

Ainsi 24 heures sur 24, les 48 lamaneurs du port du Havre se relaient sans trêve pour assurer, quoi qu'il arrive, quels que soient l'heure et le temps, un service modeste, mais indispensable à tous les navires fréquentant le port.

Mais qu'est-ce donc un lamaneur ? Si l'on en croit l'étymologie et le Petit Larousse, c'est le Lotman des Flamands : l'homme du plomb, et de la sonde, le pilote commissionné pour diriger les navires à l'entrée et à la sortie des rades et des baies. Aujourd'hui le lamaneur s'est définitivement séparé de son frère aîné le pilote dont il conduisait autrefois le bateau, au temps de la marine à voile et de la course. Il se borne maintenant à accompagner tous les navires entrant ou sortant du port depuis ou jusqu'au sémaphore, prêt à leur rendre tout service qu'ils pourraient requérir et surtout à tirer ou à larguer les amarres. « Plaisant métier en été », nous disait l'un d'eux, « mais bien rude en hiver ». Ce jugement laconique et objectif résume à merveille la question. Et qui donc n'y souscrirait pas lorsqu'on sait que les lamaneurs n'ont pas d'heure et travaillent 24 heures s'il le faut, lorsque le trafic l'exige.

Déjà ce matin-là, un matin d'automne comme tant d'autres, ni meilleur ni pire, malgré le temps sale, la mer houleuse et le vent, la vedette qui m'emporte pour assister à l'amarrage du pétrolier Esso Springfield roule bord

sur bord. Le vent s'insinue à travers le boutonnage trop lâche de ma canadienne et me glace le cou. Je dois me cramponner ferme pour ne pas m'exposer à un bain matinal des plus intempestifs. Le pétrolier, escorté par ses remorqueurs, s'annonce à l'entrée du bassin de marée par un coup de sirène au moment où nous le rejoignons. Il manœuvre lentement et nous avons le temps d'aller déposer à leur poste les lamaneurs qui fixeront les amarres à terre. Lorsque le navire s'est approché à une cinquantaine de mètres de son point d'accostage, la vedette va se placer, sans crainte, sous son étrave qui l'écrase de sa masse et la domine de plus de cinq mètres de haut. Elle passe au-dessous des lourdes ancrs et prend livraison de la première aussière lancée par les hommes d'équipage. C'est la « garde montante » qui servira le cas échéant de frein et immobilisera le navire à poste. Evoluant avec dextérité autour du pétrolier qui avance encore lentement, la vedette, évitant soigneusement le remorqueur dont les embarquées pourraient être fatales pour elle, prend à son bord les autres amarres. Elle les tire l'une après l'autre jusqu'au rivage et bientôt une sorte de toile d'araignée gigantesque, aux fils gros comme le bras est tissée entre l'Esso Springfield et le quai. Tout s'est bien passé. La douane, la santé, le consignataire sont montés à bord. La vedette des lamaneurs attend encore que le capitaine ait trouvé une dernière amarre pour assujettir son bateau, en toute sécurité, de façon à braver le suroît et les remous causés par les déplacements du Liberté et des autres paquebots dans le bassin de marée. L'ultime bout trouvé et mis en place, la vedette reprend la direction de son port d'attache, proche de l'écluse des transatlantiques, tandis que les matelots du bord, tous gantés et en tenue de joueurs de base ball, nous saluent de la main.

Et voilà comment avec 12 vedettes à moteur, 48 hommes, beaucoup d'endurance et de courage les lamaneurs du port du Havre effectuent leur travail. Je dis bien leur travail, car les lamaneurs ont ce privilège rare de ne pas avoir de patron. En 1937 ils ont su briser les liens qui les rattachaient au pilotage et se sont organisés en coopérative ouvrière de production. Ils travaillent donc à leur compte et, les amortissements normaux du matériel déduits, ils répartissent également entre eux les produits de leur activité. Chez eux pas de hiérarchie dans les salaires. Les deux mécaniciens affectés à l'entretien des moteurs, le directeur et le chef de service chargés de l'administration générale du lamanage et des rapports avec ses clients, reçoivent exactement la même part des bénéfices que leurs camarades qui travaillent dehors. Les lamaneurs ont de grosses mains calleuses et un langage parfois dépourvu de raffinement. Pourtant ils nous montrent la voie et ils ont su malgré l'hostilité de certains, l'envie des autres, mettre sur pied une forme d'entreprise strictement démocratique et égalitaire fonctionnant parfaitement. Si les compagnies

de navigation et le Port Autonome du Havre voulaient prendre en main le lamanage et faire effectuer ce travail par des salariés, justement attachés aux 40 heures, au repos hebdomadaire et aux congés payés, il leur faudrait près de 200 hommes à leur disposition. C'est dire le haut rendement individuel qu'atteignent les coopérateurs du lamanage. Ils savent également gérer avec prudence leur capital : douze vedettes valant une dizaine de millions, qu'il faut entretenir et remplacer à tour de rôle. Ils économisent également pour pouvoir reconstruire un jour avec

l'aide des dommages de guerre qui leur sont dus la maison qui prendra, la place de leur cabane par trop exigüe. Ils savent donc tirer dur sur les filins avec leurs bras, mais aussi utiliser leur tête et préparer l'avenir. Leur exemple est un encouragement pour tous ceux qui espèrent voir l'avènement de la société sans classes et l'abolition du salariat. Chez les lamaneurs du Port du Havre la révolution est faite, et ça tourne rond.

Pierre AUBERY.



## Pas d'équivoque sur les chambres à gaz



**E**n nous intéressant à Emile Bauchet, militant du pacifisme intégral, décédé le 7 août 1973 à Villers-sur-Mer (Calvados), nous sommes tombés incidemment sur l'affaire Rassinier qui empoisonna la Fédération anarchiste et le l'UPF dans les années 1950... Nous reviendrons sur le parcours d'Emile Bauchet ultérieurement, mais il nous a paru important de revenir sur le cas Rassinier pour d'une part, réaffirmer notre opposition sans concession aux négationnistes, continuer le nécessaire et toujours actuel combat contre l'extrême-droite et d'autre part assumer la vigilance que l'on doit porter contre des militants qui cherchent un peu trop la lumière tout en étant mégalomanes voire mythomanes ; des Janus du militantisme. (Patoche- Gljd)

### Sus à l'équivoque

Monsieur Faurisson, qui nie l'existence des chambres à gaz, se réfère à Paul Rassinier qui doute de leur utilisation, selon des arguments pour le moins légers : « Alors, me dira-t-on, pourquoi des chambres à gaz dans les camps de concentration ? Probablement – et tout simplement – parce que l'Allemagne en guerre, ayant décidé de transporter le maximum de ses industries dans les camps pour les soustraire aux bombardements alliés, il n'y avait pas de raison qu'elle fit exception pour ses industries chimiques.

Que des exterminations par les gaz aient été pratiquées me paraît possible sinon certain : il n'y a pas de fumée sans feu. Mais qu'elles aient été généralisées au point où la littérature concentrationnaire a tenté de le faire croire et dans le cadre d'un système après coup mis sur pied est sûrement faux. » (Le Mensonge d'Ulysse p.25)

Laissant à d'autres le soin d'ergoter sur le nombre et l'étendue des crimes hitlériens, je ne poserai que la question de savoir à qui profite un pareil débat et dans quelle intention il est engagé.

Il repose sur une équivoque permanente : on confond le droit à la liberté d'expression et l'approbation des thèses défendues. N'est-ce pas sur cette confusion que Chomsky peut paraître adopter les thèses du professeur Faurisson ? On assimile l'Allemagne (qui n'a pas le monopole du crime) et l'hitlérisme, et c'est sur ce différend que Rassinier en semblant prendre la défense de celle-là justifie celui-ci.

Il pourrait sembler, de prime abord, que c'est dans le louable souci de ne pas voir se perpétuer la légende des races maudites que fut écrit « Le Mensonge d'Ulysse » et, en ce cas, s'étonner que ce soit la droite et l'extrême-droite qui s'en soient revendiquées, ce qui ne peut surprendre



que ceux qui ignorent le rôle double de son auteur.

Equivoque enfin que de mêler les anarchistes à cette affaire Faurisson, dont l'œuvre est éditée par une équipe « d'anarcho-situationnistes » (?) comme hier on qualifiait « d'anarchistes » les affirmations de Rassinier, dont les sympathies voilées pour le fascisme transparaissent pour qui sait lire.

A propos de Maurice Bardèche, il écrit : « Les gens de gauche, adoptant à partir de 1938-39 le nationalisme qui était de droite, ont par là-même, obligé la vérité qui était de gauche à chercher asile à droite et à l'extrême-droite. » (Le Mensonge d'Ulysse, P. 14)

Quand la droite et l'extrême-droite ont-elles cessé d'être nationalistes ?

On peut lire un peu plus loin : « A ce sujet une petite histoire qui fait état d'un ordre soi-disant donné par Himmler et sur lequel la littérature concentrationnaire est très proluxe : celui de faire sauter tous les camps à l'approche des troupes alliées et d'y exterminer ainsi tous leurs occupants, gardiens y compris.

« Le médecin chef SS du Revier de Dora, le docteur Piazza, le confirma dès qu'il fut capturé et en eut la vie sauve. Au tribunal de Nuremberg, on le brandit contre les accusés qui nièrent. Or dans le Figaro du – janvier 1951, sous le titre « Un juif négocie avec Himmler » et sous la signature de Jacques Sabille on a pu lire : « C'est grâce à la pression de Gunther exercée sur Himmler par l'intermédiaire de Kersten (son médecin personnel) que l'ordre cannibale de faire sauter les camps à l'approche des alliés – sans ménager les gardiens – est resté lettre morte. » (Le Mensonge d'Ulysse, P. 24 et 25)

A quel titre « l'historien Rassinier » donne-t-il pareil crédit au témoignage de Jacques Sabille (qui innocente les dirigeants hitlériens) et à quel titre fait-il si bon marché de celui du docteur Piazza (qui les accable) ?

Qui l'autorise à conclure ? : « Ce qui signifie que cet ordre, reçu par tout le monde et abondamment commenté, n'a jamais été donné. »

Qui lui permet d'extrapoler ? : « S'il en est ainsi des ordres d'exterminations par les gaz... »

Un peu plus loin, son livre confirme son attirance pour le nazisme ; il nous présente un codétenu pour lequel il ne cache pas sa sympathie et dont voici le langage : « Les Allemands, quand ils parlent de l'institution, emploient le mot Schutzhaftlager, ce qui veut dire camp de détenus protégés. Au moment de son arrivée au pouvoir, le National-Socialisme, dans un geste de mansuétude, a voulu mettre ses adversaires hors d'état de lui nuire,

mais aussi les protéger contre la colère publique, en finir avec les assassinats au coin des rues, régénérer les brebis égarées et les ramener à une conception plus saine de la communauté allemande, de sa destinée et du rôle de chacun dans son sein. Mais le National-Socialisme a été dépassé par les événements, et surtout par ses agents. » (Le Mensonge d'Ulysse, P. 93 et 94)

Tel est selon Rassinier, qui approuve ces propos, le visage de l'hitlérisme.

Il m'apparaît superflu de multiplier les exemples et de décortiquer davantage « Le Mensonge d'Ulysse » où sa justification du fascisme apparaît en filigrane.

Au surplus, l'accueil que lui firent les mouvements racistes, et pronazis en apporte la confirmation.

Mais un témoignage autrement accablant condamne Rassinier, c'est le comportement de Rassinier lui-même.

Rappelons pour mémoire, les étapes de sa carrière : Né à Bermont (Territoire de Belfort), le 18 Mars 1906, il dirigeait avant-guerre la Fédération communiste indépendante de l'Est, formée de dissidents du Parti communiste.

En 1932, cette Fédération fusionnait avec le groupe Souvarine.

Poursuivant son évolution, il est en 1939 secrétaire de la Fédération socialiste de Belfort, et en 1940 lors de l'occupation, l'un des fondateurs du mouvement Libération-Nord. En 1943, il est arrêté et déporté successivement à Buchenwald et à Dora.

A son retour, lors de la Libération, il se présente aux élections en juin 1946, en tant que second de Naegelen, sous l'étiquette socialiste.

Celui-ci ayant été élu et décédant 2 mois plus tard (août 1946), Rassinier occupe sa place de député jusqu'en novembre 1946, date de nouvelles élections où il est battu.

Jusque-là, comme on peut le voir, rien ne permet de cataloguer cet ancien parlementaire, ce ci-devant socialiste, communiste, parmi les anarchistes.

C'est alors qu'il va se sentir touché par la Grâce.

Il aborde aux milieux anarchistes où l'on se plaît à penser, selon une morale humaine que « le sage n'est jamais qu'un pécheur repentant ».

Mais bientôt son étrange comportement, ses prises de position systématiques contre tout ce qui est de gauche,

son silence sur tous les crimes de la droite (et surtout d'extrême-droite) vont le rendre suspect à tous.

Une enquête va le démasquer qui permettra de mettre à jour son rôle trouble et double.

Collaborateur du journal fasciste « Rivarol » sous le pseudonyme de Bermont (lieu de sa naissance) tandis qu'il collabore encore à la « Voix de la Paix », la chose sera publiquement établie, lors d'un procès qu'il intente à Bernard Lecache qui l'avait qualifié de fasciste.

Afin d'éviter toute polémique inutile, appelant des prises de position subjectives, nous donnons ci-dessous copie de la correspondance échangée entre Monsieur Jean Berthet et J.P. Bermont :

Perpignan, le 3 septembre 1964

Monsieur,

Il y a longtemps que je remets à plus tard la rédaction et l'envoi de cette lettre. Je m'y décide. Simple lecteur de « Rivarol », je me permets de vous suggérer les propositions suivantes : « J'ai lu avec un vif intérêt la suite d'articles que vous avez fait paraître au sujet du procès de Francfort. Ne pensez-vous pas que, réunis dans un fascicule, ils pourraient être diffusés utilement pour rétablir la vérité et servir notre cause. Le prix de revient de cette brochure, par sa modicité, le mettrait à la portée de toutes les bourses et lui assurerait une large diffusion.

Je crois même pouvoir trouver parmi mes amis quelqu'un qui se chargerait de l'édition au plus bas prix et accorderait les plus larges crédits.

Je serais très heureux d'avoir votre avis en la matière et d'apprendre qu'une suite favorable puisse être donnée à ce projet.

En m'excusant du dérangement que je vous cause, je vous prie de croire, Monsieur, à toute l'admiration que je ressens devant vos éminentes connaissances.

Jean Berthet, Perpignan, Pyrénées Orientales

Réponse de Rassinier-Bermont :

Asnières, le 9 septembre 1964

Cher Monsieur

Le Libertaire  
Internet : <http://le-libertaire.net/>  
E-Mail : [julesdurand.lehavre@gmail.com](mailto:julesdurand.lehavre@gmail.com)  
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry  
Numéro de commission paritaire en cours

Votre lettre du 3 courant, relative à l'édition de mes articles de Rivarol en brochure.

Les Italiens ont eu la même idée que vous. Ils se sont adressés à Rivarol qui possède les droits de reproduction.

Vous devriez soumettre votre idée à Rivarol et reprendre le texte italien (il comporte quelques mises à jour par rapport aux articles.)

Avec mes bons sentiments

Jean-Pierre Bermont

Le graphologue, expert devant les tribunaux, ayant conclu que les écritures de J.P. Bermont et de Paul Rassinier étaient indiscutablement d'un même scripteur, celui-ci dut le reconnaître devant le tribunal.

Ceci nous dispense d'autres témoignages comme celui de nos compagnons d'Allemagne qui s'indignaient de voir Rassinier opérer des tournées de conférences outre-Rhin, sous l'égide de son éditeur K.H. Priester, un des piliers de l'internationale des anciens nazis et cofondateur du mouvement de Malmoe (apologue de Hitler et de son régime).

Par la suite, son rôle de mouchard au compte du fascisme étant démasqué, Rassinier continua de collaborer, mais sous son nom cette fois, au journal Rivarol.

Nous nous en voudrions de nous acharner sur un cadavre bien oubliable, mais puisqu'il refait surface, nous nous devons d'apporter un témoignage que nous pourrions étayer par celui de nombre d'autres dont nous avons le dossier.

Libre à ceux qui, pour conforter leur défense du fascisme, ont recours à la référence à un personnage dont la vie ne fut qu'un long mensonge, mais qu'on ne commette pas celui de le présenter comme anarchiste, alors qu'il n'a jamais été dans leurs rangs qu'un indicateur.

Maurice Laisant – Rédacteur du « Libertaire », presse de l'Union des Anarchistes (Texte paru dans le libertaire N° 20 de juillet-août 1981)



### A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices  
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail [julesdurand.lehavre@gmail.com](mailto:julesdurand.lehavre@gmail.com)